

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71351 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex

Le 05 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/06/2023

Contexte et constats

Publié sur



CARRIERES BOURGOGNE SUD

9 rue Paul Langevin
21300 Chenôve

Références : FF/MV/2023/C_124
Code AIOT : 0005400616

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2023 dans l'établissement CARRIERES BOURGOGNE SUD implanté LA MONTAGNE- LES BROSSES 71240 Sennecey-le-Grand. L'inspection a été annoncée le 02/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES BOURGOGNE SUD
- LA MONTAGNE- LES BROSSES 71240 Sennecey-le-Grand
- Code AIOT : 0005400616
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de roche massive autorisée par arrêté préfectoral en date du 28 novembre 2008 pour une durée de 15 ans, prolongée par arrêté préfectoral complémentaire du 20 avril 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- phasage, état de production
- déchets

- bruit
- vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Registre des déchets sortants (tenue)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
8	Registre des déchets sortants (contenu)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
16	Procédure d'autosurveillance des tirs de mine	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 9.2.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Capacité de production	AP Complémentaire du 20/04/2022, article 2.3 (1er alinéa)	/	Sans objet
2	Capacité de production (annuelle)	AP Complémentaire du 20/04/2022, article 2.3 (2ème alinéa)	/	Sans objet
3	Plan de phasage	AP Complémentaire du 20/04/2022, article 2.5	/	Sans objet
4	Plan de la carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Sans objet
5	Plan de la carrière (mise à jour)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Valorisation de déchets extérieurs	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 2.5.3	/	Sans objet
9	Séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 5.1.2	/	Sans objet
10	Entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 5.1.3	/	Sans objet
11	Niveaux sonores (fréquence des mesures)	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 9.2.4	/	Sans objet
12	Niveaux acoustiques (respect des émergences)	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 6.2.1	/	Sans objet
13	Niveau limite de bruit	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 6.2.2	/	Sans objet
14	Mesure des vibrations lors des tirs de mine (fréquence)	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 9.2.5	/	Sans objet
15	Valeurs limites des vibrations	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 6.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Carrière globalement bien tenue.

Les non-conformités constatées sont :

- l'absence de la tenue d'un registre des déchets sortants (déchets non dangereux)
- l'absence de la mise en place d'une procédure d'autosurveillance des tirs de mine.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacité de production

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/04/2022, article 2.3 (1er alinéa)
Thème(s) : Autre, Tonnage total de matériaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le tonnage total de matériaux à extraire est de 5,11 millions de tonnes (à compter de la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 28 novembre 2008).
Constats : Selon les informations données par l'exploitant, la quantité de matériaux extraits sur le site entre 2008 et fin 2022 est de 3,6 millions de tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Capacité de production (annuelle)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/04/2022, article 2.3 (2ème alinéa)
Thème(s) : Autre, Capacité de production (annuelle)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La production brute maximale annuelle de matériaux extraits est de 300 000 tonnes (hors quantité de stériles produits qui sont utilisés pour le réaménagement du site).
Constats : Pour les années 2020 à 2022, la production annuelle brute est inférieure à 300 000 tonnes. A noter que l'article 1.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 novembre 2008 autorisait une production brute maximale annuelle de matériaux extraits de 450 000 tonnes. Cet article a été modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 avril 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan de phasage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/04/2022, article 2.5
Thème(s) : Autre, Plan de phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière doit être effectuée selon le phasage en annexe.
Constats : Le plan de phasage est respecté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Autre, Plans de la carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.
Constats : Le plan de la carrière en date du 23 septembre 2022 contient les informations réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Plan de la carrière (mise à jour)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Autre, Plan de la carrière (mise à jour)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Le plan de la carrière est mis à jour au moins une fois par an. Les dernières dates de mise à jour sont : <ul style="list-style-type: none">- 6 octobre 2020- 4 octobre 2021- 23 septembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Valorisation de déchets extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 2.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Valorisation de déchets extérieurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le remblayage du site est réalisé prioritairement avec les déchets d'exploitation. L'apport de matériaux extérieurs doit se limiter aux matériaux terreux non susceptibles de nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.
Constats : Le remblayage du site est réalisé uniquement avec les déchets d'exploitation du site. Aucun apport de matériaux extérieurs n'est effectué.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Registre des déchets sortants (tenue)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.
Constats : L'exploitant tient un registre des déchets dangereux sortants. NON-CONFORME : l'exploitant ne tient pas de registre des déchets non dangereux sortants.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Registre des déchets sortants (contenu)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

<ul style="list-style-type: none"> - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats : Le registre des déchets dangereux contient l'ensemble des informations réglementaires (généré via l'application Trackdéchets)</p>
<p>NON-CONFORME : absence de registre des déchets non dangereux.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : Séparation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.
Constats : L'exploitant effectue bien la séparation des déchets (dangereux ou non). Les déchets dangereux sont stockés sous abri et sur un dispositif de rétention adapté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
Constats : Les déchets et résidus produits sont entreposés dans des conditions prévenant le risque de pollution (stockage à l'abri et dispositif de rétention sous les installations de stockage de déchets dangereux). Aucun envol de déchet ou de problème de nuisances olfactive n'a été constaté le jour de la visite d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Niveaux sonores (fréquence des mesures)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique sera effectuée sous un délai de 6 mois puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié. Cette mesure doit être réalisée en période d'exploitation et dans des conditions représentatives de l'activité.
Constats : La fréquence de mesure est respectée. Les 2 dernières campagnes de mesures ont été effectuées aux dates suivantes : - 7 août 2018 ; - 22 avril 2021. Ces mesures ont été effectuées en période de fonctionnement normale de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Niveaux acoustiques (respect des émergences)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 6.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : - Si niveaux de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées sont supérieures à 35 dB(A), mais inférieur à 45 dB(A) : valeur limite d'émergence de 6 dB(A); - Si niveaux de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées sont supérieures à 45 dB(A) : valeur limite d'émergence de 5 dB(A)
Constats : Pour la dernière mesure effectuée le 22 avril 2021 : 3 mesures ont été effectuées en zones à émergences réglementées, l'émergence mesurée est inférieure à 5 dB(A).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Niveau limite de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement la valeur suivante pour les différentes périodes de la journée : 70 dB(A)
Constats : Lors de la dernière mesure le 22 avril 2021, un point de mesure a été choisi en limite de site. La valeur mesurée est inférieure à 70 dB(A)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Mesure des vibrations lors des tirs de mine (fréquence)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 9.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations (tirs de mine)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des mesures de vibrations sont réalisées lors de chaque tir de mine au niveau des habitations les plus proches.
Constats : Des mesures sont réalisées à chaque tir de mine au niveau de 2 habitations (vitesses particulières et surpression aérienne). Pour l'année 2023, les mesures ont été effectuées pour les tirs de mine aux dates suivantes : - 27 janvier 2023 - 20 février 2023 - 16 mars 2023 - 25 avril 2023 - 26 mai 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Valeurs limites des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations (tirs de mine)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer des vitesses particulières pondérées mesurées suivant les trois axes de la construction : - supérieures à 5 mm/s pour les constructions occupées ou habitées par des tiers, - supérieures à 10 mm/s pour l'antenne téléphonique, les installations associées et les autres constructions.
Constats : Pour les années 2022 et 2023, les mesures effectuées pour les tirs de mines montrent des valeurs très inférieures à 5 mm/s pour les constructions occupées ou habitées par des tiers (de l'ordre de 0,5 mm/s au maximum). Pour ces 2 dernières années, aucune mesure n'a été effectuée au niveau de l'antenne téléphonique présente en limite extérieure de site, étant donné l'éloignement de la zone d'extraction avec ce dispositif. DEMANDE DE COMPLEMENT : lors d'un prochain tir, il est demandé à l'exploitant d'effectuer une mesure afin de s'assurer du respect de la valeur limite indiquée ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Procédure d'autosurveillance des tirs de mine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 9.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place une procédure d'autosurveillance des tirs de mines par enregistrement des vibrations et de la surpression.
Constats : NON-CONFORME : l'exploitant n'a pas mis en place de procédure d'autosurveillance des tirs de mines par enregistrement des vibrations et de la surpression.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet